



Exposition pédagogique « La vie des déchets »
Solidarité Laïque avec le soutien du Fonds MAIF pour l'éducation
Version actualisée de 2013.



7. Les déchets reflètent-ils les inégalités ?

Les zones où sont installées les usines qui produisent et traitent des déchets sont dévalorisées et accueillent les populations les moins favorisées économiquement.

Il est fréquent dans l'organisation spatiale des villes occidentales que les quartiers les moins favorisés soient implantés à côté des zones industrielles, où on y retrouve les déchetteries, les centres de traitement. Alors que les quartiers riches ont été bâtis à l'abri des vents dominants portant les fumées des usines et de ces centres de traitement.

(Un exemple : Paris : après l'industrialisation et l'intensification du réseau automobile, les industries polluantes vont quitter le centre-ville de Paris, elles s'installent dans le nord et l'est, où se regroupent les populations moyennes et moins aisées, les banlieues denses et les grands immeubles aux loyers plus modestes ; alors qu'à l'ouest dans le prolongement des beaux quartiers s'étend une banlieue plus aisée, épargnée par les vents polluants des industries.)

Dans les Pays du Sud, cette ségrégation spatiale est la même et crée des différences pour la collecte des déchets.

Une étude américaine sur la collecte des déchets dans les Pays en Voie de Développement a mis en lumière l'existence de 3 « classes » :

- Les quartiers riches et verts (jardins) où les collectes sont fréquentes
- Les quartiers des classes moins aisées où les collectes sont sporadiques
- Les bidonvilles où il n'y a pas d'installations sanitaires, pas de collecte, et des personnes qui vivent et meurent au milieu des ordures.

Selon la conclusion de cette étude, les minorités ethniques ont une probabilité plus élevée de vivre près d'une installation de traitement des déchets.

Une étude (en 2007, d'Aude Meunier, INSS/CNRST) sur la géographie de la ville de Ouagadougou au Burkina Faso à travers la gestion de ses déchets rappelle la fondation de l'espace urbain sur une opposition forte entre le centre, évacuant ses déchets grâce à des bacs municipaux ou des services de collecte privés, soutenus par la ville ou certains

propriétaires et quartiers aisés. Et la périphérie démunie contrainte à jeter dans la rue, (à l'extérieur de la cour, ce qui correspond aussi à une pratique culturelle ancienne, cf. panneau 4) les fossés, les terrains vagues et ne pouvant accéder à un équipement de gestion du déchet de base comme des collecteurs ou des poubelles.

La croissance galopante de la population urbaine et de la densité des villes a renforcé cette préoccupation de l'assainissement et du traitement des déchets : les services municipaux étant limités dans leurs moyens de gérer les déchets, toujours plus nombreux et plus complexes (augmentation forte du plastique).

Les quartiers populaires périphériques accumulent dépôts anarchiques et immondi- ces à même le sol, dans des zones de dépression (des « décharges ouvertes », sauvages) ou bien ces déchets sont enfouis, ou incinérés par les habitants eux-mêmes. Tout cela menaçant la santé des habitants de ces quartiers.

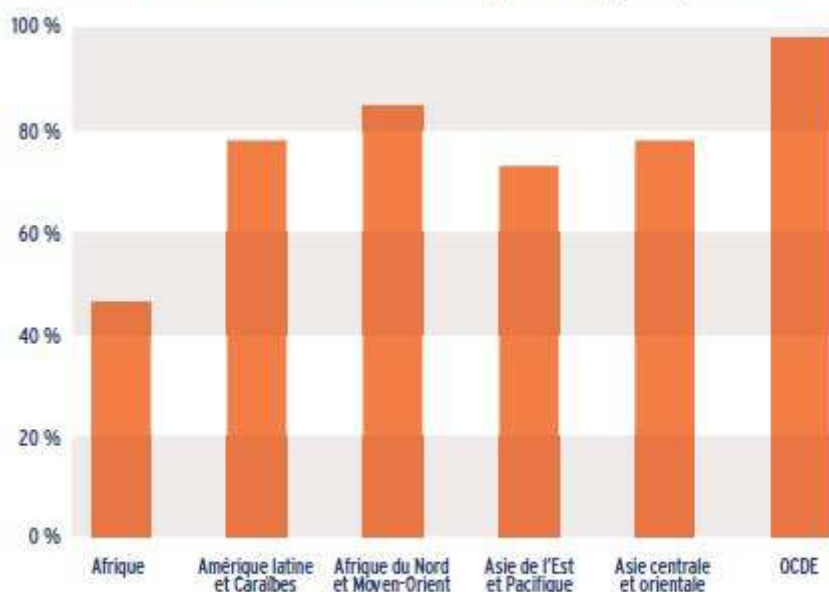
L'évacuation et le traitement des déchets municipaux mais aussi industriels, et toxiques (il n'y a pas de logique de « tri »), souvent mis en décharge, causent également de grands problèmes pour l'environnement. Les dépôts illégaux se multiplient parfois à proximité des rivières ou des fleuves. Ces décharges sauvages menacent sévèrement la qualité de l'eau. Quant à l'incinération dans des décharges à ciel ouvert, ce sont des risques supplémentaires de dégradation de la qualité de l'air.

Aujourd'hui en Afrique, moins de la moitié des déchets produits sont collectés, avec des différences de taux de collecte selon les grandes villes.

En Asie de l'Est et Pacifique, le taux de collecte des déchets solides municipaux est de 70%.

Graphique issu du dossier de PROPARCO, « Les déchets : quels enjeux pour les pays en développement ? »

Taux de collecte des DSM par région, 2012*



Source : Banque mondiale, 2012

Dans les pays du Sud, des gens se regroupent et s'organisent pour gérer et recycler leurs déchets et faire pression sur les politiques. Ils créent des coopératives dans le domaine du recyclage et de la récupération.

Le secteur informel de gestion des déchets est très important dans les villes du Sud avec les « récupérateurs », recycleurs, chiffonniers, catadores (Brésil) : ils représenteraient 2% de la population de ces villes du Sud et permettent de recycler de 20% à 50% de la masse de déchets produite.

Ils pallient aussi aux carences de l'état ou des municipalités incapables de faire face à l'augmentation démographique et donc des déchets sur leurs territoires.

Cependant le développement et la délégation des villes à des entreprises privées se heurtent à ces récupérateurs informels, qui survivent grâce aux déchets et agissent aussi dans l'évacuation de ceux-ci.

Aujourd'hui les experts le constatent : il faut intégrer ces travailleurs et reconnaître la contribution du secteur informel à la gestion des déchets, pour éviter de paupériser une population déjà vulnérable et pour faire face à la croissance exponentielle des déchets dans les pays du Sud. (Ceux-ci devraient croître de 69% d'ici 2025, selon une étude de la Banque mondiale, 2012).



Les déchets aggravent-ils les inégalités ?

Jusque dans les années 90, les Pays du Sud ont longtemps servi de « vide-ordures » ou de décharge à ciel ouvert aux pays riches. Ils étaient pour les pays riches un moyen de se débarrasser des déchets les plus dangereux et les plus difficiles à éliminer.

En effet, c'est par milliers de tonnes que des déchets dangereux des pays industrialisés étaient exportés en Afrique, Amérique latine ou en Europe de l'Est. En réalité, certains de ces déchets les plus toxiques et les plus dangereux du monde industrialisé, étaient transférés aux pays les moins bien équipés pour s'en occuper. En 1990, le Salvador, le Costa Rica, le Guatemala étaient sollicités pour importer 1.2 millions de déchets chimiques européens.

Dans les années 80 et 90, c'était l'époque des « bateaux poubelles » qui enrichissaient des mafias, et cela au grand jour.

Il y eu plusieurs scandales très médiatisés notamment celui du cargo Zanoobia chargé de déchets toxiques italiens en 1988.

Mais la majorité des Pays du Sud ne disposaient pas des ressources nécessaires (laboratoires, personnel qualifié...) pour éliminer, traiter ces déchets dangereux.

Ne pouvant traiter ces déchets faute d'infrastructures le permettant, ces pays servaient de simples dépotoirs. En outre, ce trafic international illégal comprenait

également l'exportation de biens rejetés ailleurs car jugés non sécuritaires. Ces pays n'avaient pas les moyens pour évaluer les risques liés à l'utilisation des produits chimiques et ne pouvaient donc contrôler les déchets dangereux qui entraient chez eux et pouvaient avoir été interdits ailleurs. Les pays du Sud utilisent encore, par exemple, les pesticides rejetés des pays riches car jugés non sécuritaires (De ce fait on y enregistre les 3/5 des mortalités causées par les pesticides dans le monde).

C'est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour l'environnement a mis en place la Convention de Bâle, institution intergouvernementale chargée de contrôler la production mais surtout les mouvements inter frontaliers des déchets dangereux.

L'Organisation de l'Union Africaine est allée plus loin avec une convention régionale interdisant toutes les importations de déchets toxiques en Afrique, la convention de Bamako en 1991, avant le Sommet de la Terre de Rio.

Malgré les lois, le trafic existe toujours...

Malgré les législations qui ont complété le dispositif de Bâle dans les années 2000 Convention de Stockholm sur les produits chimiques extrêmement toxiques, Convention de Rotterdam...)¹ le trafic existe toujours...

En 2001, d'après les rapports de la Commission de Bâle elle-même, le commerce entre états de déchets dangereux était estimé à 8,5 millions de tonnes, en dépit de cette législation.

Le scandale du *Probo Koala*, navire qui a déversé des déchets d'hydrocarbures refusés à Amsterdam sur les côtes d'Abidjan, en 2006 a montré que l'Europe n'avait pas renoncé à ce trafic honteux.

A l'heure actuelle, le trafic s'est redirigé vers l'Europe de l'Est et de l'ex URSS et est en essor.

Aussi, car contrairement aux pays du Sud, ils possèdent des infrastructures et technologies à même de traiter les déchets dangereux.

Même si les traités internationaux contribuent à réduire le trafic illégal des matières dangereuses, ils ne seront jamais suffisants, car les interdictions créent aussi un climat favorable aux mouvements illégaux : le trafic des déchets emprunte souvent les mêmes voies que celui des armes ou de la drogue. Pour ce faire, tous les pays devraient mettre au

¹ **Au niveau international :** 1) Convention de Bâle de 1989, entrée en vigueur en 1992 : De la volonté initiale d'interdire les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux n'a subsisté que leur contrôle (hors nucléaire). Elle a été signée par 170 pays dont 3 ne l'ont pas ratifiée (Afghanistan, Etats-Unis et Haïti).

Au niveau de l'UE

Règlement sur les transferts de déchets CE/1013/2006, entré en vigueur en juillet 2007 : Il remplace et renforce le précédent règlement CE/259/93 du 1^{er} février 1993 en intégrant la révision adoptée en 2001 par l'OCDE ainsi que "l'interdiction de Bâle" et en rationalisant et précisant les procédures existantes.

Au niveau de l'Afrique : Convention de Bamako de 1991, entrée en vigueur en 1996, relative à l'interdiction des importations de déchets dangereux et au contrôle de leurs mouvements transfrontaliers en Afrique. Adaptation de la Convention de Bâle, elle a été ratifiée par 23 pays africains (Benin, Burundi, Cameroun, Côte D'Ivoire, Comores, Congo, RDC, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Libye, Mali, Mozambique, Maurice, Niger, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zimbabwe).

Au niveau de la Chine

Signature de la Convention de Bâle (1996).

Loi de base de 1995, entrée en vigueur en 1996, sur la prévention et le contrôle de la pollution par les déchets solides et clause provisoire de 1996 sur l'importation de déchets solides. Cette dernière est interdite à l'exception des déchets recyclables. Un amendement de 2004 (entré en vigueur en 2005) a renforcé la loi de 1995 et impose notamment le principe "Pollueur-Payeur".

Règlement sur le recyclage des déchets de 2007, visant à imposer l'enregistrement des entreprises et le respect de normes.

point et utiliser les meilleures techniques pour traiter, détoxiquer ou incinérer les produits dangereux à l'intérieur de leurs propres frontières. Nous devons également réduire à la source la quantité produite de déchets toxiques et les transformer toujours plus en ressources pouvant être utilisées et réutilisées.

..... Pourquoi ?

Transférer coûte moins cher qu'éliminer.

Voilà pourquoi une trentaine de pays ont refusé de signer la Convention de Bâle et que près de 70 % des pays membres ne révèlent pas leurs données !

En France, la gestion des déchets s'élève à un coût de 91 € par personne et par an. (ADEME, 2007-2008).

Dans les pays riches, les politiques environnementales et les législations obligent le traitement intégral des déchets dans les frontières mais souvent se pose le problème du coût, le traitement est naturellement répercuté sur les producteurs de déchets, c'est-à-dire nous, les consommateurs.

Le Bénin acceptait récemment des déchets pour 3 \$ la tonne, alors qu'en Europe le stockage ou l'élimination de ces déchets peut atteindre 200 \$ la tonne.

Beaucoup de pays du Sud acceptent ce transfert voire en sont demandeurs. Les déchets représentent un apport important de capitaux. Ainsi ces pays, souvent très endettés, acceptent les yeux fermés certains déchets qu'ils ne savent pas réduire ou maîtriser contre des sommes non négligeables.

De plus, les déchets participent fortement au développement de l'économie, majoritairement informelle et emploient plus de 2% de la population des villes du Sud et permettent de recycler de 20% à 50% de la masse de déchets produite. (Banque Mondiale 2012).

Dans les pays du Sud, des millions de personnes utilisent le déchet comme le gagne pain et travaillent en fouillant les décharges pour y trouver des restes de nourriture et de matières multiples pouvant être réutilisées, travaillées, recyclées et vendues, comme à Antananarivo, capitale de Madagascar où un millier de personnes vivent à côté de la décharge qui les fait survivre.

Dans les décharges de Manille ou Caracas, Mexico : les décharges sont exploitées par de vrais gangs organisés.

Aujourd'hui le commerce juteux et pernicious du « recyclage »

A défaut d'assumer au grand jour le trafic des déchets toxiques et dangereux en dehors des frontières, les Etats exportent de plus en plus leurs déchets au nom du « recyclage ».

Il s'agit pour eux de ne pas perdre de l'argent avec des déchets au traitement peu rentable ou de « recycler » des déchets indésirables.

Le visage public de ce transfert à l'heure actuelle est celui des DEEE ou D3E, déchets d'équipements électriques et électroniques, ... dont la Chine, Taiwan, l'Inde s'en sont accaparés le monopole, dopant leur économie, souvent de manière informelle employant des travailleurs dans des conditions indécentes de travail, au mépris de leur santé (métaux lourds, dioxines...).

Les déchets électroniques représentent 5% des déchets mondiaux, ils sont en croissance car leur durée d'utilisation diminue toujours plus (ordinateurs, téléphones portables...) et sont très toxiques, difficiles à recycler.

En Europe, ils échappent aux efforts de collecte ou ils sont envoyés dans des circuits informels et transférés, surtout dans les pays du Sud Est asiatique, comme la décharge de Guiyou en Chine qui en a fait « sa spécialité ».

En 2003, d'après le CNIID, 23 000 tonnes de DEEE auraient été exportées illégalement en Asie (Chine, Inde, Pakistan) et en Afrique de l'Ouest. Le plus souvent, ces DEEE ne sont pas recyclés mais incinérés ou enfouis.

Mais ce commerce de déchets est difficile à enrayer car il est encouragé par les pays pollueurs et demandé par les pays importateurs, qui acceptent d'être toujours plus pollués car le déchet constitue une vraie source de profit, dans un monde où la consommation et la production encombre chaque jour plus les sociétés urbaines.